



HAL
open science

Un discours care. Approche praxématique du discours d'Emmanuel Macron (2017-2024)

Damon Mayaffre, Laurent Vanni

► **To cite this version:**

Damon Mayaffre, Laurent Vanni. Un discours care. Approche praxématique du discours d'Emmanuel Macron (2017-2024). *Les cahiers de praxématique*, 2023, 80, 10.4000/praxematique.8808. hal-04475260

HAL Id: hal-04475260

<https://hal.science/hal-04475260>

Submitted on 23 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Un discours *care*. Approche praxématique du discours d'Emmanuel Macron (2017-2024)

Discourse of care. Praxematic approach to Emmanuel Macron's speeches (2017-2024)

Damon Mayaffre et Laurent Vanni



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/praxematique/8808>

DOI : [10.4000/praxematique.8808](https://doi.org/10.4000/praxematique.8808)

ISSN : 2111-5044

Éditeur

Presses universitaires de la Méditerranée

Référence électronique

Damon Mayaffre et Laurent Vanni, « Un discours *care*. Approche praxématique du discours d'Emmanuel Macron (2017-2024) », *Cahiers de praxématique* [En ligne], 80 | 2023, mis en ligne le 21 février 2024, consulté le 21 février 2024. URL : <http://journals.openedition.org/praxematique/8808> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/praxematique.8808>

Ce document a été généré automatiquement le 21 février 2024.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

Un discours *care*. Approche praxématique du discours d'Emmanuel Macron (2017-2024)

Discourse of care. Praxematic approach to Emmanuel Macron's speeches (2017-2024)

Damon Mayaffre et Laurent Vanni

1. Pour une approche praxématique du discours macroniste

- 1 L'étude des discours de Macron nécessite une approche praxématique, comme sans doute l'étude de tous les discours politiques prononcés dans la sphère publique, mais plus encore que n'importe lequel d'entre eux.
- 2 En effet, après avoir titré notre ouvrage en 2021, comme un aveu d'échec, *Macron ou le Mystère de verbe*, nous avons convenu dans un récent article que les discours de Macron ne pouvaient se comprendre si l'on considérait seulement leurs rapports descriptifs, assertifs, référentiels et pour finir contradictoires au réel (Mayaffre & Vanni, 2023) ; comme si le langage avait la vocation passive de représenter fidèlement le monde, et celle, morale, de rendre compte de la vérité !
- 3 Les discours de Macron cessent d'être un mystère dans une perspective praxématique, c'est-à-dire aussitôt que l'on admet qu'ils n'ont pas l'obligation vériconditionnelle de décrire un réel qui leur serait extérieur, mais sont eux-mêmes *sui generis* pourrait-on dire, une pratique sociale ou politique, une *praxis* : « L'usage du langage est lui-même une praxis qui ne se borne pas à nommer et représenter le monde, mais vise également à agir sur lui » (Détrie *et al.*, 2017 : 304, définition de « Praxis »).
- 4 Le discours de Macron n'est pas un compte rendu linguistique de la réalité politique du pays. Il y participe indépendamment des faits, des gestes, des événements réellement produits. Ses « prédicats de réalité » (cf. Détrie *et al.*, 2017 : 308-309, définition de

« Prédicat de réalité ») ne doivent pas être cherchés ou vérifiés dans le monde, mais de manière endogène, dans la matérialité discursive elle-même. En d'autres termes plus convenus, ceux d'Austin (1970) ou de Searle (1972), et ceux de la Pragmatique, Macron ne dit pas fidèlement ou infidèlement le monde politique en parlant, il y contribue. Ses discours sont militants, de combats. Ses mots sont « l'arène des luttes sociales » selon Volochinov repris par (Détrie *et al.*, 2017 : 95, définition de « Dialogisme de la nomination »). Ils sont activité, action, pratiques politiques, et la matérialité linguistique que nous analysons ne doit pas être jugée comme un *fac-similé* plus ou moins fautif de la réalité politique de la France : la matérialité linguistique (le discours) porte en soi la politique elle-même, c'est-à-dire la conflictualité, la lutte des classes (Macron est un président élu principalement avec les voix des classes dominantes), la lutte des âges (Macron est un président élu principalement avec les voix des personnes âgées)¹, etc.

- 5 Particulièrement, en reprenant quelques définitions de *Termes et concepts pour l'analyse du discours. Une approche praxématique*, nous avons montré combien chez Macron *dénomination* et *nomination* se confondent et que, confondues, elles ne sont pas description, référence ou représentation, mais actes de langage : « l'actualisation nominale suffit à réaliser le prédicat de réalité » (Détrie *et al.*, 2017 : 308, définition de « Prédicat de réalité »)².
- 6 Ainsi, en étudiant les noms et les adjectifs des discours de Macron, nous avons proposé d'appeler *proférent* ce que la linguistique traditionnelle qualifie habituellement, faute de mieux, de *référent*, comme nous aurions pu, peut-être, l'appeler *praxème*. La *proférence* – complémentaire à la *référence* – étant définie comme « la propriété du langage selon laquelle le simple fait d'énoncer un mot suffit à matérialiser la réalité qu'il désigne » (Viktorovitch, 2021, glossaire) ; le *proférent* ne pointe pas sur un objet mondain préalable, et dont le dictionnaire donnerait la définition canonique, il est un acte de discours nominal ou adjectival : le nom devient ou *produit*³ la chose. Si la performativité classique concerne en général le verbe c'est-à-dire *l'action*, la proférence concerne le nom, c'est-à-dire, plus hautement, *l'être* ou *la chose*. Et la liste des énoncés nominaux de Macron n'est pas un inventaire du monde, mais une invention du monde, dans/par une praxis et une idéologie identifiables.
- 7 Les exemples de ce discours proférentiel sont en effet nombreux chez Macron, et nous avons illustré le propos en reprenant le terme qui, selon la statistique logométrique, est, entre tous, le plus significatif du macronisme : « projet », des centaines de fois répété, quasiment à chaque discours, par le candidat 2017, par le candidat 2022 et par le président entre 2017-2023⁴. Or « projet », à ce point central dans le discours, reste le plus souvent chez Macron *sans référence* explicite, sans contenu clair, sans calendrier précis, sans budget alloué, sans partenaire identifié. Macron, en campagne, s'applique en 2017 comme en 2022 à ne pas définir son « projet » et à désindexer le mot d'un programme effectif de gouvernement ou de propositions concrètes. « Projet » est un *proférent* ou un « objet de discours » (Longhi, 2008) emblématique du parler Macron. C'est un *praxème* avec un angle de décollement par rapport au réel particulièrement grand : recourir au dictionnaire n'est d'aucun secours pour l'auditeur, le citoyen ou l'analyste. Politiquement, il ne « correspond à aucune unité de sens préexistante au discours » (Détrie *et al.*, 2017 : 300, définition de « Praxème »). Et pour cause. En 2017, Macron se lance dans la course présidentielle sans programme établi, sans parti organisé, sans militant encarté : son « projet » n'a pas de

contours officiels. Et en 2022, Macron se trouve empêché de faire campagne à cause de la guerre en Ukraine. Il est obligé d'annuler ses meetings et la plupart de ses interviews. Il refuse le débat télévisé proposé par ses adversaires où il aurait pu s'expliquer. Il retarde jusqu'aux dernières heures son entrée en campagne pour préférer rester silencieux : son « projet », comme en 2017, n'est pas explicité. Cependant, « projet », constamment répété, performe de manière décisive le macronisme et construit un discours *En marche* ; il produit un leader dynamique, pragmatique, managérial, plein d'idées, d'allant et de « projets ». C'est à juste titre que l'histoire retient la conclusion du discours de la Porte de Versailles, dans laquelle la forme et l'intonation exaltées du tribun contrastent avec un contenu vide et circulaire autour de la préférence de « projet » :

[1] Ce projet, ensemble, nous allons le porter [...] ! Moi, je le porterai dans la durée, je le porterai jusqu'au bout ! Mais maintenant, votre responsabilité, c'est d'aller partout en France pour le porter et pour gagner ! Ce que je veux, c'est que vous, partout, vous alliez le faire gagner, parce que c'est notre projet ! (Macron, 10 décembre 2016, meeting porte de Versailles, voir nécessairement l'extrait vidéo du passage pour mesurer la conviction de l'orateur)

- 8 Cinq ans plus tard cet énoncé préférentiel — en disant « projet » Macron s'invente ou produit le projet dont il parle et qu'il n'a précisément jamais présenté ; mais, de manière infalsifiable et auto-réalisatrice, le projet de Macron est, dit-il, d'avoir un projet —, la principale conclusion que Macron tire de sa réélection le soir de sa victoire devant ses partisans réunis au Trocadéro tourne toujours, de manière rhétorique, autour du praxème « projet », indéfini durant une campagne escamotée pour cause de guerre, mais essentiel à la sémantique macroniste :

[2] Je veux remercier l'ensemble des Françaises et des Français qui au premier puis au 2^e tour m'ont accordé leur confiance afin de faire advenir notre projet... (Macron, 24 avril 2022, discours de la victoire)

- 9 Au-delà de ce mot-symbole que nous aurions pu illustrer par plusieurs centaines de citations, nous avons montré que des affirmations solennelles en 2022 comme « je suis un président nouveau, élu par un peuple nouveau » (discours d'investiture en 2022) défiaient le réel, la réalité ou le monde. Sans valeur descriptive — le peuple de France n'est pas « nouveau » et n'a guère eu le loisir de changer en 5 ans ; les listes électorales sont en effet d'une grande stabilité selon l'INSEE ; et l'électorat de Macron s'est au contraire rétréci sur lui-même entre 2017 et 2022 plutôt qu'il ne s'est renouvelé⁵ ; Emmanuel Macron, quant à lui, ne saurait revendiquer être un « président nouveau » sauf à supposer un dédoublement soudain de personnalité —, sans valeur assertive ou prédicative donc, ces affirmations doivent être seulement considérées comme préférentielles et comme des actes de langage politiques forts et sans doute efficaces pour (re)mettre en mouvement son quinquennat (re)commençant⁶. Elles participent à la « mise en spectacle » (cf. Détrie *et al.*, 2017 : 225, définition de « mise en spectacle ») ou à « l'actualisation » (cf. Détrie *et al.*, 2017 : 16-19, définition de « actualisation ») politico-linguistique du macronisme : la nouveauté, le progrès, le changement, et, encore et toujours le *en marche*, l'allant, le mouvement, la transformation, etc. : jour après jour, Macron se dit être un « président nouveau », qui pourrait le contredire ?

- 10 De la même manière, les promesses réitérées de Macron après sa victoire en 2022 d'une « ère nouvelle » qu'il entend ouvrir (Macron, 24 avril 2022, discours de la victoire), d'une « méthode refondée » (*idem*), d'une « méthode nouvelle » (Macron, 7 mai 2022, discours d'investiture), d'un « nouveau contrat » (*idem*), d'une « nouvelle méthode » (Macron, 4 juin 2022, interview dans la presse régionale), etc. nous apparaissent bien au-delà de promesses non tenues (concomitamment à ces déclarations, les observateurs constatent en effet que Macron ne change pas, mais au contraire confirme sa Première ministre, et reconduit à l'identique l'essentiel du gouvernement sortant). Ces mots apparaissent comme des mantras performatifs du discours macroniste, entendus en 2022 donc, mais entendus également auparavant, sans autre *référence* que celle interne au discours, en 2017, 2018, 2019, 2020, 2021. Ces mots ne sont pas des assertions fausses ou des promesses inaccomplies, mais des *proférents*. En 2022, pour les politologues, Macron mobilise, tout au contraire de « méthodes nouvelles », des méthodes de gouvernement très classiques avec l'usage de 49.3. Et la consultation des corps intermédiaires, notamment des syndicats, qui aurait pu faire changement ou « nouveau contrat » par rapport au premier quinquennat, s'avère un échec historique lors de la réforme des retraites (même les syndicats dits réformistes s'opposent à la mesure et dénoncent le traitement qui leur est fait). Sans référence dans le monde donc, « l'ère nouvelle » constitue simplement, pour les linguistes, un *praxème* du discours et une clef linguistique de la praxis discursive macroniste, depuis ses origines : affirmer sans cesse la nouveauté comme gage de progressisme pour équilibrer la factualité d'une politique qui s'appuie électoralement sur la bourgeoisie (Cagé & Piketty, 2023) et parlementairement sur la partie droite de l'Assemblée nationale et du Sénat. En termes concrets : le positionnement politique de Macron n'est pas seulement à droite et du côté de la conservation comme pourraient le laisser penser quelques mesures emblématiques (suppression de l'ISF, Loi travail, Loi retraite), il est « en même temps » de gauche et du côté du mouvement puisque le locuteur se revendique — et performe ! et profère ! — incessamment dans le discours du « changement », de la « réforme », de la « nouveauté », de « méthodes nouvelles », du « renouveau », du « nouveau contrat », de la « refondation », de la « renaissance » voire, comme dans son livre originel, de la « révolution » (Mayaffre & Vanni, 2023).
- 11 L'invention d'un « Grand Débat » pour purger, par la magie du langage, un des plus grands conflits sociaux de la 5^e République, reste quant à elle l'invention magistrale du macronisme en discours, qui doit sceller notre démonstration en faveur de la praxématique.
- 12 D'abord, en amont, et en tant que praxème, le « Grand Débat » ou encore « le Grand Débat national » ne préexiste pas à l'annonce verbale que Macron en fait le 10 décembre 2018 à la télévision, puis le 18 décembre 2018, et enfin, par une *Lettre aux Français*, le 13 janvier 2019. Strictement, pendant plus d'un mois, le « Grand Débat » ne fait alors sens que dans la matérialité linguistique d'une praxis linguistique dont les conséquences politiques réelles — nous pourrions dire les effets perlocutoires — sont espérées immenses : solder plusieurs mois de mobilisations et de violence, réconcilier entre eux les Français, sauver la République, ou selon les mots forts de Macron lui-même dans sa Lettre solennelle d'annonce du « Grand Débat », de plusieurs pages, « éprouver la fierté d'être français », « rendre plus juste notre fiscalité », mieux « organiser l'État », sauvegarder « école, police, armée, hôpitaux, tribunaux », se diriger vers la « transition écologique », préserver « la biodiversité », « lutter contre le

réchauffement climatique et la pollution de l'air », développer la « solidarité nationale », renforcer la « cohésion sociale », « redonner plus de force à la démocratie et à la citoyenneté », etc. Pendant un mois donc, le « Grand Débat » ou l'annonce d'un « Grand Débat » occupent la scène politique sans que personne — ni les journalistes, ni la majorité, ni l'opposition — ne sache, au-delà des intentions majuscules du président, quelle réalité effective, quel prédicat de réalité, quel référent ils représentent : le « Grand Débat » n'est pas référentiel (on ne sait pas ce qu'il désigne encore), mais proférentiel (son annonce produit ce qu'il va devenir, c'est-à-dire la solution [verbale] à la révolte des Gilets jaunes). Et ici l'affirmation première de Benveniste sur les phrases nominales doit être discutée par la praxématique : « Une assertion finie [...] implique une référence de l'énoncé à un ordre différent, qui est l'ordre de la réalité. À la relation grammaticale qui unit les membres de l'énoncé s'ajoute implicitement un “*cela est !*” qui relie l'agencement linguistique au système de la réalité. Le contenu de l'énoncé est donné comme conforme à l'ordre des choses. » (Benveniste, cité par Détrie *et al.*, 2017 : 308, définition de « Prédicat de réalité »). En l'occurrence, le « *cela est !* » qu'impliquent les paroles de Macron n'a pas d'existence effective en dehors du discours.

- 13 Ensuite, une fois mis en place, c'est-à-dire après la première réunion de lancement que Macron tient le 15 janvier 2019, le « Grand Débat » garde un référent flou et contesté dans la réalité politique effective du pays. Seule une contextualisation aboutie, qui l'inscrit dans une praxis générale (celle de la politique macroniste) permet d'en saisir/construire le sens. La réalité objective du « Grand Débat » suscite en effet les interrogations les plus profondes évidemment dans l'opposition qui parle alors de « grand bavardage », « de grande diversion » ou de « blabla » (Mélenchon, tweet du 13 janvier 2019), mais plus généralement dans le pays entier où les citoyens restent dubitatifs⁷ et où un « Vrai débat », alternatif, est organisé par diverses associations. Pour les uns, c'est par le jeu sur le nom (« débat » qui est remplacé par « bavardage » ou par « diversion ») que l'invention ou la proférence de Macron est dénoncée, pour les autres c'est par un jeu sur l'adjectif (« grand » qui est remplacé par « vrai »). Pour tous, dans un « dialogisme de la nomination » polémique (cf. Détrie *et al.*, 2017 : 95-96, définition de « Dialogisme de la nomination »), c'est bien la remise en cause critique du praxème macronien qui devient enjeu politique (le terme de « blabla », par son aspect dérisoire et péjoratif, doit être justement apprécié : ce n'est plus un dialogisme de la nomination auquel nous assistons, mais à une foire d'empoigne lexicale entre le Président et son opposition). Mais pour s'en tenir à ce qui serait la réalité politique effective — disons le *référent* — du « Grand débat » macronien, son statut légal, sa valeur constitutionnelle face au Parlement et ses attendus interrogent les Constitutionnalistes eux-mêmes qui au fond se trouvent incapables d'en donner une définition démocratique. Au bout du processus, les Garants du « Grand Débat », pourtant nommés par l'Exécutif, constatent officiellement lors de la cérémonie de restitution des doléances au Grand Palais le 8 avril 2019 :

[3] L'implication personnelle du président de la République, son “hypermédiatisation”, ont pu nourrir le doute sur la nature et l'objectif du grand débat national et ont en tout cas polarisé l'attention sur le chef de l'État en occultant pour le grand public la richesse de la parole publique qui en était le véritable enjeu⁸.

- 14 Et ces doutes fondamentaux formulés sur la « nature et l'objectif » et sur « le véritable enjeu » du « Grand Débat », sinon sur sa réalité même, ne disent rien sur les doutes

matériels, concrets ou techniques du traitement⁹, de l'archivage et de la résolution des doléances formulées par les Français, parfois sous format papier, parfois sous format numérique, toujours en masse, recueillies parfois à la télévision, parfois en mairie, parfois sur les sites gouvernementaux, parfois par voie parlementaire, parfois par voie syndicale, parfois par voie associative : le « Grand Débat », au fond, reste insaisissable politiquement. Macron lui-même dans sa Lettre prévient sur sa non-effectivité législative ou exécutive, tout en lui donnant une importance historique :

[4] Ce débat est une initiative inédite dont j'ai la ferme volonté de tirer toutes les conclusions. Ce n'est ni une élection ni un référendum. C'est votre expression personnelle, correspondant à votre histoire, à vos opinions, à vos priorités, qui est ici attendue, sans distinction d'âge ni de condition sociale. C'est, je crois, un grand pas en avant pour notre République que de consulter ainsi ses citoyens. (Macron, 13 janvier, Lettre aux Français)

- 15 Et c'est ici que se tient le cœur de notre démonstration, car c'est Macron qui en définissant par la négative son proférent « Grand débat » — « ni référendum, ni élection », dit-il — explicite la fonction performative de son entreprise : le « Grand débat » est *en lui-même, pour lui-même*, la solution politique au malaise des Gilets jaunes, insoluble sans lui jusqu'ici ; il est en lui-même, pour lui-même, « l'action politique » (cf. citation ci-dessous) pour résoudre la crise démocratique qui secoue la France.

[5] Je veux en faire [du grand débat] un acte II, non seulement de ce mandat, mais de l'action politique à mener... je voudrais ensemble aussi qu'on arrive à inventer une nouvelle forme démocratique [...] Ce que je voudrais qu'on invente, au-delà de tas de mesures qu'on sortira, de projets, de changement de la Constitution ou autre, c'est de réussir à faire vivre une République de la délibération permanente. Je ne crois pas pour tout vous dire à la République du référendum permanent parce que c'est vite l'irresponsabilité... Mais je crois que l'on peut inventer une République de la délibération constante. (Macron, 15 janvier 2019, Grand Débat, discours devant les maires de l'Eure)

- 16 Chez Macron, la « nouvelle forme démocratique » confond de manière problématique la chose publique (*i.e.* la « République » trois fois répétée dans l'extrait) avec le verbe public (la « délibération permanente »). La dialectique entre le monde et le langage, entre la politique et le discours, entre les choses et les mots est aboutie ; pour Macron, l'agir sur le monde et la délibération en parole ne font qu'un ; être citoyen c'est actualiser le monde en discours ; actualiser le monde dans une « délibération permanente », c'est être citoyen, c'est être démocrate. Et dire, et organiser, un « Grand débat », c'est déployer un essentiel politique (un « acte II », une « action politique », une « nouvelle forme démocratique », une « République »).
- 17 Toujours plus, dans un propos mystérieux qu'il tient lors du débat avec des intellectuels convoqués à l'Élysée le 18 mars 2019, Macron définit le « Grand débat », comme un « moment cathartique » pour la société¹⁰ donnant à son praxème et à l'échange de paroles non seulement le visage de la politique, mais celui plus ambitieux de la purification.
- 18 Dans une mise en abyme remarquable, une des rares conséquences factuelles du « Grand débat » sera l'invention d'une « Convention citoyenne » sur le climat. Celle-ci suscitera, aussitôt, en cascade, les mêmes doutes démocratiques et référentiels que le « Grand débat ». Particulièrement, la « Convention citoyenne » de Macron, si le monde politique devait prendre au sérieux sa factualité, semblait devoir concurrencer

constitutionnellement, de manière critique pour la V^e République, la troisième chambre, le Conseil économique, social et environnemental (CESE), ou pire encore concurrencer les deux premières (l'Assemblée et le Sénat). Et Macron d'être alors obligé de préciser que les mesures votées par la Convention n'auraient pas force de loi... mais seraient pourtant appliquées « sans filtre »¹¹ ; ce que le Parlement refusera de faire pour la plupart des préconisations, laissées lettre morte. Bref, « la Convention citoyenne » (comme le « Grand Débat ») a été avant tout un objet du discours macroniste (et un lieu de discours à en croire les heures de délibération) ou une praxis politico-discursive macroniste, sans effectivité juridique, législative ou exécutive, mais avec des conséquences perlocutoires considérables (mettre fin à la révolte, sauver le gouvernement Philippe)¹².

- 19 Donnons enfin un dernier exemple de l'usage proférentiel du langage chez Emmanuel Macron, exemple majeur comme pour le mot « projet », comme pour l'hymne répété au « nouveau », au « renouveau », à « l'inédit », comme pour l'invention d'un « Grand débat », d'une « Convention citoyenne » ou d'un « Conseil national de la refondation ».
- 20 Le 24 juillet 2023, Emmanuel Macron vient rendre compte au Journal télévisé de France 2 et de TF1 du praxème qu'il a inventé trois mois auparavant : « 100 jours » et qu'il avait proposé pour clore — à l'image du « Grand débat » pour les Gilets jaunes — une période de crise aigüe à propos de la réforme des retraites. Deux objectifs majuscules avaient été donnés par le président à ces « 100 jours » qui devaient être salvateurs pour le pays et le gouvernement en place : d'une part, pacifier la France après un conflit social et politique particulièrement dur dans la rue et au Parlement, d'autre part, élargir la majorité présidentielle et le gouvernement après l'usage répété du 49.3, afin de mener une politique plus majoritaire dans le pays. Dans ces conditions, s'amuser à confronter d'un côté le discours d'autosatisfecit que Macron tient à la télévision sur le bilan des « 100 jours » et de l'autre côté la réalité politique effective de la période nous apparaît sans pertinence — nous voulons dire sans pertinence référentielle. La France, loin de toute pacification, connaît en effet, durant les « 100 jours », des scènes de guerre civile dans la plupart des grandes ou moyennes communes françaises (le gouvernement parle de 900 policiers blessés en une semaine, d'écoles ou de mairies saccagées ; l'opposition parle de violence policière et de racisme d'État ; la presse nationale chiffre à 5000 véhicules brûlés et 1000 locaux publics endommagés, la presse internationale dresse un tableau cataclysmique de la France) ; et le nouveau gouvernement Borne, quant à lui, nommé le lendemain de l'interview, le 24 juillet 2023, loin de s'élargir comme promis ou espéré, échoue tout au contraire à rallier de nouveaux partenaires à gauche comme à droite de l'échiquier, pour apparaître rétréci sur les fidèles du Président ; et la Première ministre d'éviter de soumettre son discours de politique générale à un vote de confiance de l'Assemblée qui aurait été, selon ses prévisions, non pas majoritaire, mais minoritaire. Pourtant, les « 100 jours » ont été, sont et seront, dans le *hic et nunc* des discours successifs de Macron, un objet discursif ou disons simplement un argument rhétorique qui a permis, permet et permettra au président de *faire politique*, de tenir la tribune et de continuer à gouverner.
- 21 Si la dimension proférentielle du discours de Macron nous apparaît comme essentielle, c'est que le président-locuteur théorise lui-même, avec Habermas ou avec Rawls, une « démocratie délibérative », « une république de la délibération constante », une logocratie, dans lesquelles le langage n'est pas reflet, mais action ; n'est pas média, mais

finalité ; dans lesquelles le discours est *praxis* : une pratique grosse de l'idéologie de Macron. Chez Macron, le *vivre ensemble* d'Aristote au fondement de l'idée politique devient un *dire ensemble*. Le peuple et ses représentants ne sont plus nécessairement décideurs — « ni élection, ni référendum », dit-il — mais la parole est active, est action, est *praxis*. L'échange, le débat, le consultatif — le langage au fond — tiennent officiellement lieu de politique. Lors du « Grand débat » puis de la « Convention citoyenne », Macron superlative ses inventions :

[6] Tout, dans cette aventure démocratique et humaine, constitue une première mondiale, autant par son ambition que par son ampleur. (Macron, 29 juin 2020)

22 Et de préciser quelques jours plus tard :

[7] [...] le moment que nous vivons est plus historique et plus profond. [...] le projet pour le pays ce n'est pas changer de cap, de destination finale [...] c'est de changer de chemin pour y arriver, c'est d'associer davantage, c'est de passer davantage par le dialogue social (Macron, 14 juillet 2020).

23 Parole deux fois proférentielle : parce qu'elle établit officiellement le dialogue comme le cœur de l'activité politique ou citoyenne ; parce que le « dialogue social » présenté comme solution historique sonne seulement, lui-même, comme une proférence — sans référence dans la réalité ; une réalité seulement discursive — puisque Macron renonce quelques mois après ces mots forts à écouter une intersyndicale pour une fois unanime pour rejeter la décision présidentielle sur la réforme des retraites, et qu'il écourte le « dialogue » parlementaire par une procédure constitutionnelle rare et remarquable¹³. Le verbe de Macron, exploitant au plus haut degré, dans sa *praxis* discursive, ce que la praxématique nomme « autonomisation du langage », est ainsi à la fois nécessaire et suffisant à « l'aventure démocratique ».

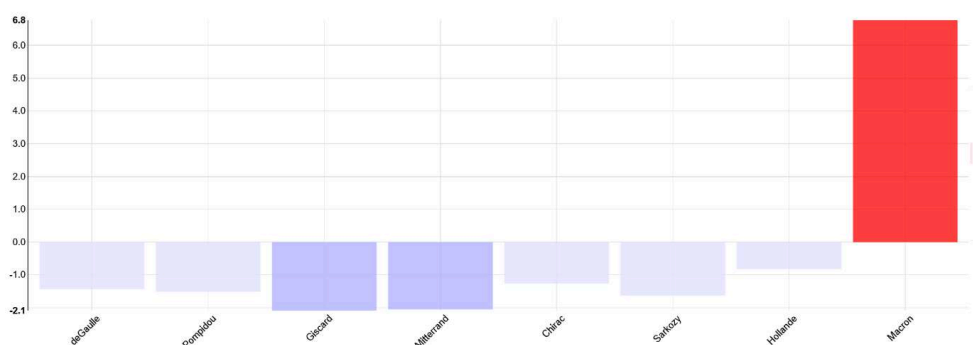
24 Dès lors, la deuxième partie de cette contribution entend appliquer ce regard praxématique indispensable à la compréhension du macronisme, en étudiant une des couleurs essentielles du *discours-praxis* du président, peu analysée jusqu'à présent : le discours *care*.

2. Discours *care* : dire la « bienveillance » comme programme politique

25 « Bienveillance, le mot qui fâche », c'est ainsi que titre l'éditorialiste de *Sciences humaines* en janvier 2023 visant sans doute Emmanuel Macron et, à travers lui, toute une époque. « Qui peut bien être contre ? », feint-il de s'interroger positivement d'abord, pour conclure négativement : « Mais quant à en faire une politique, c'est-à-dire la maxime gouvernant les institutions propres à une société plus juste et plus démocratique, c'est une autre paire de manches »¹⁴.

26 Dans le corpus présidentiel depuis 1958, les présidents successifs ignorent le mot jusqu'à ce que Macron, à partir de 2017, l'utilise à de nombreuses reprises pour en faire un des pôles de son discours. La distribution statistique de « bienveillance », ici chiffrée par le logiciel Hyperbase, doit interroger historiquement tant elle apparaît caricaturale.

Figure 1 : Surutilisation de « bienveillance » chez Macron dans le corpus présidentiel (1958-2023)
(Calcul des spécificités – sortie HYPERBASE 2023)



- 27 À la lecture des concordances de « bienveillance » dans le corpus Macron, nous posons que le mot est un proférent, c'est-à-dire que sa référenciation dans le monde politique déjà-là est mal établie, mais qu'il participe au discours, à l'idéologie, à la praxis macronistes comme peu d'autres mots le font. Dans le monde politique — puisque Macron en tant que président parle de politique — la « réalité objectable » (Détrie *et al.*, 2017 : 331, définition de « Référent ») de « bienveillance » reste problématique, et pourtant Macron en fait, par son discours, la clef de sa politique sociale comme dans cette Adresse aux Français à la télévision, où le mot, dans une séquence très solennelle (*Mes chers compatriotes, défis historiques, notre histoire, Vive la République !, Vive la France !*) résonne de manière particulière :

[8] Mes chers compatriotes,
Nous avons devant nous des défis historiques.
Pour les relever, n'oublions jamais nos forces : notre histoire, notre jeunesse, notre sens du travail et de l'engagement, notre volonté de justice, notre capacité de créer pour dire et changer le monde, notre bienveillance.
[...] Vive la République ! Vive la France ! (Macron, 14 juin 2020, Adresse aux Français)

- 28 Déjà durant sa première campagne 2017, dans un entre-deux-tours singulier, puisque la réalité objective du programme du jeune candidat était en devenir au premier tour, avant d'être contournée au deuxième tour par la nécessité d'un barrage républicain, Emmanuel Macron avait fait de la « bienveillance » le cœur de sa pensée ou de sa praxis politiques. Et en interpellant ses militants, il avait insisté :

[9] C'est pourquoi il nous faut toujours une exigence de bienveillance. Je vous la demande, non pas comme une idée simple, non pas comme une forme de naïveté de la vie politique, comme disent certains. La bienveillance, c'est d'abord et avant tout une hygiène démocratique. (Macron, 4 avril 2017, meeting à Lyon)

- 29 La « bienveillance » chez Macron, que l'on date donc de 2017 (et même de 2016) et que l'on retrouve ensuite en continue dans le corpus jusqu'en 2023¹⁵, apparaît comme la signature d'un discours *care* emprunté en grande partie aux Démocrates américains et à leurs théoriciens comme John Rawls ou Amartya Sen ; plus généralement emprunté à la pensée universitaire anglo-saxonne depuis (Gilligan, 1982). C'est en considérant ce discours — au sens large c'est-à-dire en considérant le corpus entier des discours de

Macron dûment référencés par dates, par genres, par circonstances — que l'analyse pourra en construire le sens. Par exemple, il n'est pas étonnant de trouver des actualisations de « bienveillance » dans le genre compassionnel des vœux aux Français du 31 décembre. « Des vœux de bienveillance », formule-t-il ainsi pour l'année 2023 qui s'annonce difficile pour sa majorité :

[10] Pour tout cela, je forme pour nous tous, des vœux d'unité, des vœux d'audace, des vœux d'ambition collective, et des vœux de bienveillance. (Macron, 31 décembre 2022, vœux aux Français)

- 30 Et quelques mois plus tôt, le soir d'une victoire politique inquiète, où l'extrême droite en France rallie quelque 45 % des électeurs exprimés, Macron avait actualisé le mot pour tempérer la satisfaction de ses militants :

[11] Et il nous faudra aussi, mes amis, être bienveillants et respectueux, car notre pays est pétri de tant de doutes. (Macron, 24 avril 2022, discours de la victoire)

- 31 Dans ce cadre, le syntagme verbal « prendre soin », étranger jusqu'ici au discours ou à la réalité politiques présidentiels (0 occurrence), devient un syntagme répété par Macron. Durant le Covid, ses adresses aux Français suivies par des millions de téléspectateurs construisent un sens particulier autour de cette traduction fidèle de *to care* en anglais :

[12] Chacun d'entre nous détient une part de la protection des autres, à commencer par ses proches. Je compte sur vous aussi pour prendre soin des plus vulnérables de nos compatriotes, ne pas rendre visite à nos aînés. [...]. Écrivez, téléphonez, prenez des nouvelles, protégez en limitant les visites. Je compte sur vous, oui, pour aussi aider le voisin qui, lorsqu'il est personnel soignant, a besoin d'une solution de garde pour ses enfants pour aller travailler et s'occuper des autres. (Macron, 3 décembre 2020, adresse aux Français)

- 32 Et quelques mois plus tôt, dans un écho intertextuel christique, son actualisation, à côté de l'actualisation de « solidarité », « confiance » ou « volonté », nourrit encore l'interprétation :

[13] Et les vertus qui, aujourd'hui, nous permettent de tenir seront celles qui nous aideront à bâtir l'avenir, notre solidarité, notre confiance, notre volonté. Alors, prenez soin de vous, prenons soin les uns des autres. (Macron, 13 avril 2020, adresse aux Français)

- 33 Du reste, c'est peut-être du côté de l'inspiration chrétienne, c'est-à-dire de la morale et du religieux, et non du côté du politique *stricto sensu* que le discours de Macron prend véritablement son sens, comme dans ce passage adressé aux évêques, qui combine de manière redondante la « bienveillance » et le « prendre soin » (« la bienveillance qui prendra soin d'eux ») :

[14] Vous avez ainsi établi un lien intime entre des sujets que la politique et la morale ordinaires auraient volontiers traités à part. Vous considérez que notre devoir est de protéger la vie, en particulier lorsque cette vie est sans défense. Entre la vie de l'enfant à naître, celle de l'être parvenu au seuil de la mort, ou celle du réfugié qui a tout perdu, vous voyez ce trait commun du dénuement, de la nudité et de la vulnérabilité absolue. Ces êtres sont

exposés. Ils attendent tout de l'autre, de la main qui se tend, de la bienveillance qui prendra soin d'eux. (Macron, 9 avril 2018, discours aux évêques de France)

- 34 Dès l'origine, (Gilligan, 1982), puis (Gilligan, Laugier & Paperman, 2009) établissent le *care* comme un nouveau paradigme moral : la « capacité à prendre soin d'autrui » ou la « sollicitude ». C'est dans ce paradigme moral que le président entend inscrire son action politique avec la verbalisation de « bienveillance » qui donne le sens profond du discours macroniste en matière de pensée sociale. Et ce discours, performatif en lui-même¹⁶, est appuyé sur diverses actions réelles ou praxis comme l'investissement remarqué, car hautement symbolique, de sa femme au sein l'association caritative des pièces jaunes, l'aide aux handicapés, le soutien aux enfants harcelés ou aux femmes victimes de violence physique ou sexuelle. Certains observateurs pourront remarquer que l'engagement *care* produit par la verbalisation de ce discours s'accompagne de manière effective et contradictoire d'une loi Travail (ordonnances Macron – 2017) ou une loi Retraite (2023) qui, loin du « prendre soin » des Français, semblent durcir ou reculer leurs moyens de faire valoir leurs droits sociaux au chômage ou à la retraite. Mais l'actualisation répétée dans le discours de Macron de « bienveillance », de « solidarité », du verbe « protéger », du substantif « protection », ou encore de « confiance », « santé », « responsabilité », « éthique », « soin », « bonheur », etc. performe la sollicitude et la charité, au sens plein, sinon la justice et le social lui-même.

Conclusion

- 35 Le sens n'est pas donné, n'est pas une donnée du discours, mais un construit ou un co-construit par la triade locuteur, auditeurs, éditeurs/média. Le sens n'est pas dans les dictionnaires, mais naît en/du co(n)texte ; et ce co(n)texte prend la forme non pas idéale, mais concrète du matériau textuel comme du matériau social. Le discours n'est pas une présentation du monde, à peine une représentation du monde, mais une pragmatique du monde : action plutôt que reflet, *praxis* et non recension mondaine.
- 36 Ces affirmations qui président à la praxématique sont toujours vérifiables dans le discours politique, et caricaturales dans le discours de Macron.
- 37 Le discours politique, particulièrement celui d'Emmanuel Macron, n'est pas référentiel : il y perdrait sa raison d'être et sa performance, et risquerait de se mettre en contradiction avec le réel (accusation de mensonges, de falsifications, de promesses non tenues). Les mots du politique sont toujours enjeux comme l'œuvre de Maurice Tournier (notamment, 2002) ou la revue *Mots*, contemporaine aux *Cahiers de praxématique* l'ont montré : leur but n'est pas de rendre compte du monde, mais de le transformer, de le révolutionner. Invention et non inventaire. « Pistolets chargés » selon une expression que l'on prête à Jean-Paul Sartre. Nomination préférentielle et non dénomination référentielle. Fonction conative et non descriptive.
- 38 C'est au final la dialectique entre le langage et le réel que pose concrètement l'analyse du discours de Macron. Les hommes politiques contemporains, aidés par 2000 ans de rhétorique et 40 ans de conseillers en communication, ont compris que la force de leur parole tient dans la puissance poétique du langage, dans sa fonction conative et dans sa performativité. Fort de la certitude de l'expert sur la bonne politique à mener, Macron se sert du discours dans une dimension que l'on qualifiera simplement de managériale.

Son discours s'autonomise par rapport au réel, il ne désigne pas sa politique, ne dit pas son contenu, il sert simplement à gouverner les hommes et les esprits en étant littéralement infalsifiable puisqu'indexé sur lui-même.

BIBLIOGRAPHIE

- AUSTIN J. L., 1970, *Quand dire c'est faire*, Paris, Seuil.
- CAGÉ J. & PIKETTY T., 2023, *Une histoire du conflit politique. Élections et inégalités sociales en France, 1789-2022*, Paris, Seuil.
- DÉTRIE C., SIBLOT P., VERINE B. & STEUCKARDT A., 2017, *Termes et concepts pour l'analyse du discours. Une approche praxématique*, Paris, Honoré Champion (éd. augmentée).
- GILLIGAN C., 1982, *In a Different Voice*, Harvard, Harvard University Press.
- GILLIGAN C., LAUGIER S. & PAPERMAN P., 2009, « Le care, éthique féminine ou éthique féministe ? », *Multitudes* 37-38/2-3, 76-78.
- JANKÉLÉVITCH V., 1957, *Le je-ne-sais-quoi et le presque-rien*, Paris, Presses universitaires de France.
- LONGHI J., 2008, *Objets discursifs et doxa. Essai de sémantique discursive*, Paris, L'Harmattan.
- MARCHAND P., SEBBAH B., RENARD J., CABANAC G., THIONG-KAY L., SOUILLARD N. & LOUBIÈRE L., 2019, "Vrai débat" : sortir du débat pour négocier. Rapport de recherche. Toulouse, Université de Toulouse, 17 p. Hal : <https://hal.science/hal-02976611>
- MAYAFFRE D., 2021, *Macron ou le mystère du verbe. Ses discours décryptés par la machine*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube.
- MAYAFFRE D. & VANNI L., 2023-sous presse, « Sémantique de corpus numérique et *deep learning*. Macron un président thaumaturge (2017-2023) », *Espaces linguistiques* 6.
- MAYAFFRE D. & VANNI L., 2023, « "Projet", "renaissance", "renouveau"... : référence ou préférence dans le discours d'Emmanuel Macron ? », *Mots* 132, 149-168. Hal : <https://hal.science/hal-04205476>
- ROUBAN L., 2018, *Le Paradoxe du macronisme*, Paris, Presses de Sciences Po.
- SEARLE J. R., 1972, *Les actes de langage. Essai de philosophie linguistique*, Paris, Hermann.
- SIBLOT P., 2001, « De la dénomination à la nomination », *Cahiers de praxématique* 36, 189-214
- SIBLOT P., 1997, « Nomination et production de sens : le praxème », *Langages* 127, 38-55.
- TOURNIER M., 2002, *Des mots en politique. Propos d'étymologie sociale* (t. 2), Paris, ENS Éditions. Voir également les tomes 1 et 3.
- VIKTOROVITCH C., 2021, *Le pouvoir rhétorique*, Paris, Seuil.

NOTES

1. La sociologie électorale de 2022 (proche de celle de 2017) est facile à résumer. Plus on est âgé et plus on vote E. Macron, avec des scores plébiscitaires chez les retraités et les + 65 ans. De la même manière, plus on est riche et diplômé, et plus on vote pour le président sortant. À rebours, ses principaux opposants Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen recueillent de manière privilégiée le vote des jeunes, des actifs et des moins fortunés. (Sur la sociologie électorale du macronisme, on commencera par le travail de (Rouban, 2018) et on prolongera avec [Cagé & Piketty, 2023]).
2. Sur la *nomination* et la *dénomination*, voir également, Siblot, 1997 ; 2001.
3. Cf. Mayaffre & Vanni, 2023, sous presse. Le verbe « produire » semble le mieux indiqué par son écho morphologique avec « proférence » (le préfixe pro-).
4. Dans le cadre contraint de cette contribution, nous faisons l'économie de la démonstration méthodologique. Que le lecteur admette donc seulement que la distribution quantitative du mot « projet » dans nos corpus (corpus présidentiels d'une part depuis de Gaulle ou corpus électoraux 2017 et 2022 d'autre part) est extraordinaire. Macron l'utilise des centaines de fois et toujours beaucoup plus que les autres orateurs à qui nous le comparons (Mitterrand ou Sarkozy, Mélenchon ou Le Pen, Giscard ou Chirac, Fillon ou Pécresse, Pompidou ou de Gaulle, Hollande, Hamon, Zemmour, Jadot, etc.). Pour le calcul des spécificités et le traitement logométrique du discours de Macron voir (Mayaffre, 2021) ou (Mayaffre & Vanni, 2023), (Mayaffre & Vanni, 2023 sous presse).
5. En 2022, Macron est réélu président face à M. Le Pen. Il recule de 10 points par rapport à 2017 (55 % en 2022 contre 65 % en 2017) et perd ainsi 2 millions d'électeurs (18 millions en 2017 contre 20 millions en 2022).
6. Par facilité d'écriture la citation entre guillemets ci-dessus n'est pas exactement les mots que Macron a prononcés. La phrase littérale autour du praxème « nouveau » est : « Ce peuple nouveau, différent d'il y a cinq ans, a confié à un Président nouveau un nouveau mandat... » (Macron, 7 mai 2022, discours d'investiture). L'analyse aboutie de cette phrase proférentielle (et non référentielle) a été donnée dans (Mayaffre & Vanni, 2023).
7. Par exemple, le sondage *Elabe* du 13 mars 2019 indique que 70 % des Français estiment que « le grand débat ne permettra pas une sortie de crise ».
8. Nadia Bellaoui, discours du Collège des garants du Grand Débat national, 8 avril 2019, Grand Palais de Paris. Compte rendu dans la presse.
9. Marchand *et al.* (2019) ont quant à eux systématiquement analysé le « Vrai Débat » grâce à la méthode logométrique.
10. Macron, 18 mars 2019, Grand débat avec les intellectuels à l'Élysée.
11. « Ce qui sortira de cette convention, je m'y engage, sera soumis sans filtre soit au vote du parlement soit à référendum, soit à application réglementaire directe » (Emmanuel Macron, 25 avril 2019).
12. Dès l'annonce, *La Dépêche* le présente ainsi : « Le Grand Débat serait-il la planche de salut d'Emmanuel Macron ? » (25 janvier 2019). À terme, le « Grand Débat », puis la « Convention citoyenne » sur le climat furent pour la Macronie un tel succès politique que le président proposera, toujours en cascade, un « Conseil national de la refondation », lieu ici aussi de parole aux contours constitutionnels mal définis. Sur le modèle de « la Convention citoyenne sur le climat » dont on vient de voir l'inanité législative, il proposa aussi en 2023 une « Convention nationale sur la fin de vie », etc.
13. Au départ du conflit, Macron choisit en effet de faire passer la réforme des retraites non par la procédure parlementaire habituelle mais par une « procédure accélérée » prévue depuis 1996 par l'article 47-I. L'ensemble de la loi n'est ainsi ni discuté ni voté par l'Assemblée avant de partir au Sénat. Au Sénat, une procédure de vote bloqué écourte à son tour les débats selon l'article 44.3

de la Constitution. Enfin, l'usage du 49-3 final permet de terminer la procédure avec un déficit de « dialogue » dénoncé par les oppositions.

14. Journet N., « Bienveillance, le mot qui fâche », *Sciences humaines* 354, janv. 2023.

15. Macron précise par exemple son rôle de président dans son interview du 16 décembre 2021 : « Il faut avoir une extraordinaire ambition pour ce pays, il faut avoir beaucoup de bienveillance. Et j'avais parlé beaucoup de bienveillance en 2017, mais parfois j'ai été dur, j'étais impétueux. Et alors que j'ai toujours eu cette énergie pour les Françaises et les Français, et pour essayer de faire avancer les choses, j'ai appris à être, à vivre avec, à vivre les peines et du coup à aimer mieux, avec plus d'indulgence, de bienveillance. »

16. En effet, déclarer « je prends soin de vous », c'est accorder performativement une attention à l'autre.

RÉSUMÉS

Le concept de *proférence* exploite l'approche praxématique théorisée par les *Cahiers* depuis 40 années. Les discours d'Emmanuel Macron s'autonomise de la réalité qu'ils pourraient vouloir décrire pour constituer, en eux-mêmes, pour eux-mêmes, une praxis linguistique et politique. Des proférents ou phrases proférentielles comme « projet », « grand débat », « je suis un président nouveau » scandent les quinquennats d'Emmanuel Macron. Particulièrement, la répétition dans le discours de « bienveillance », « protéger » ou « je prends soin de vous » permet de produire une posture *care* qui tente de performer une politique sociale.

The concept of *proférence* exploits the praxematic approach theorized by the *Cahiers* for 40 years ago. Emmanuel Macron's speeches become autonomous from the reality that they might want to describe in order to constitute, in themselves, for themselves, a linguistic and political praxis. Utterances or proferential phrases like “project”, “great debate”, “I am a new president”, chant Emmanuel Macron's five-year terms. Particularly, the repetition in the discourse of “benevolence”, “protect” or “I take care of you” makes it possible to produce a care posture which attempts to accomplish a social policy.

INDEX

Keywords : proférence, référence, praxematics, Macron, political discourse

Mots-clés : proférence, référence, praxématique, Macron, discours politique

AUTEURS

DAMON MAYAFFRE

CNRS – UMR 7320 BCL – Université Côte d'Azur

LAURENT VANNI

CNRS – UMR 7320 BCL – Université Côte d'Azur